

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Riccobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR
• Luxembourg : 15 FL • Italie : 350 L • Grèce :
20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

**LE PETIT HOMME
ET LA MER**

Lire page 7

POLOGNE : TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES LIBERES

La bureaucratie a été
contrainte de satisfaire
l'une des principales
revendications du KOR

Parviendra-t-elle à désamorcer
l'activité des opposants ?

Lire page 2

EVIAN

Deux mois de grève pour rien ?

Hier, la première équipe de l'usine d'embouteillage d'Evian a repris le travail à 5 h 30. L'usine était occupée depuis le 16 juin pour lutter contre l'application du plan Barre qui restreint sensiblement leurs salaires. En effet, depuis près de 14 ans, les ouvriers d'Evian avaient obtenu l'indexation de leur salaire sur une moyenne des indices CFDT, CGT, INSEE, un de leurs acquis les plus importants. La grève fut suivie par 900 des 1200 salariés. Elle constituait un test pour l'ensemble des travailleurs qui luttaient contre le plan Barre, cette usine syndiquée à 90 % et d'une forte combativité avait l'habitude de gagner seule. Mais le durcissement de la direction de la BNS, qui avait déjà combattu très durement les verriers belges de Glaverbel-Gilly et un gouvernement anti-ouvrier sans scrupules n'ont pas cédé devant ce conflit isolé. Ceci pose de nouveau le problème de la popularisation des luttes et de la solidarité ouvrière. Les syndicats avaient annoncé « que l'action pourrait être poursuivie au cas où les pourparlers ne les satisfaisaient pas ». L'étude des résultats des négociations par le personnel et les délégués qui devait se tenir aujourd'hui est annulée et aucune date ultérieure n'a été fixée.

On comprend qu'il soit difficile de tirer un bilan aussi désastreux si ce n'est nul de ces deux mois de grève. La direction jubile, elle aura perdu sans doute l'équivalent de 112 millions de bouteilles mais s'en tire sans doute à bon compte.

Les curistes aussi.

J. Vrombarder

Berardi, de Radio-Alice, devant la chambre d'accusation LE DOSSIER D'EXTRADITION N'EST PAS ARRIVE

Aujourd'hui, au palais de justice, la chambre d'accusation doit discuter du cas de Franco Berardi. La justice italienne a lancé contre lui un mandat d'arrêt international et le gouvernement demande l'extradition.

Il avait été arrêté à Paris, le 8 juillet, et a depuis été mis en liberté surveillée. Il est accusé d'être une pièce maîtresse du « complot contre la démocratie italienne. Radio-Alice, où il parlait, la radio libre de Bologne, s'était d'ailleurs fait fermer, le 12 mars. Il semble qu'il y ait quelques difficultés pour les autorités italiennes à rassembler un dossier convaincant, malgré le coup de main « civique » des articles de « l'Unità », le quotidien du PCI. A la date d'aujourd'hui, il n'a toujours pas été transmis à la justice française. La chambre d'accusation devrait, en conséquence, renvoyer toute l'affaire à la rentrée prochaine. Au moins, le mois d'août sera tranquille pour « Bifo ». Sa liberté surveillée l'autorise-t-elle à partir en vacances ?

Nous publions, page 8, la première partie d'une interview réalisée le lendemain de sa libération provisoire par la justice française.

D. F.

MITTERRAND: UN REFERENDUM SUR LE NUCLEAIRE ?

Dans une interview accordée à neuf quotidiens régionaux et publiée ce matin, Mitterrand rappelle les positions actuelles de la direction du PS sur l'armement nucléaire et fait, à mots couverts, une proposition : celle d'un référendum sur la question.

La position « sur le fond » de la direction du PS a le mérite de la souplesse : « Tout en ne revenant pas sur la renonciation à la force de frappe, (il) préconise son maintien dans l'attente d'un ensemble de consultations. » Mais, en clair, cela signifie d'abord que les dirigeants du PS prennent, vis-à-vis de la hiérarchie militaire et de la classe dominante, l'engagement de gérer loyalement la force de frappe s'ils accèdent au gouvernement. Sur l'autre versant, la réaffirmation de « hostilité » de principe à l'armement nucléaire, dans la continuité des thèses du Programme commun, vise à rassurer ceux qui, dans la classe ouvrière ou les courants écologistes, voient pointer dans les positions récentes du PS (et du PC) sur le nucléaire une orientation en faveur du « tout nucléaire ».

C'est pourquoi, comme on lui demandait si ses argu-

ments ne vaudraient pas pour « l'atome dit civil », Mitterrand répond avec une prudence de clerc que « le lien technique et scientifique — et même philosophique — est réel entre les deux utilisations de l'atome », mais qu'il « ne l'est pas politiquement ». D'un côté donc, il se refuse à prendre position contre l'utilisation de l'énergie nucléaire en l'état actuel des choses. Et d'autre part, le regard fixé vers la ligne bleue des élections de 1978 que, si l'on excepte la divergence sur le principe même de l'énergie nucléaire, il ne voit pas « d'autre différend » avec les écologistes !

L'évocation de la perspective d'un référendum sur ces questions est habile. Elle permet à Mitterrand, sous couvert de souci de démocratie, d'éviter de s'engager trop avant dans les débats cruciaux en cours autour du nucléaire aussi bien civil que militaire. Elle permet de ménager les uns et les autres, et l'avenir en sus. En attendant, le PS n'appelle pas à Malville et les orfèvres de la direction du PS en matière de défense nationale discutent emploi et maintenance de l'arme nucléaire...

Le PC et le PS face à l'armement nucléaire

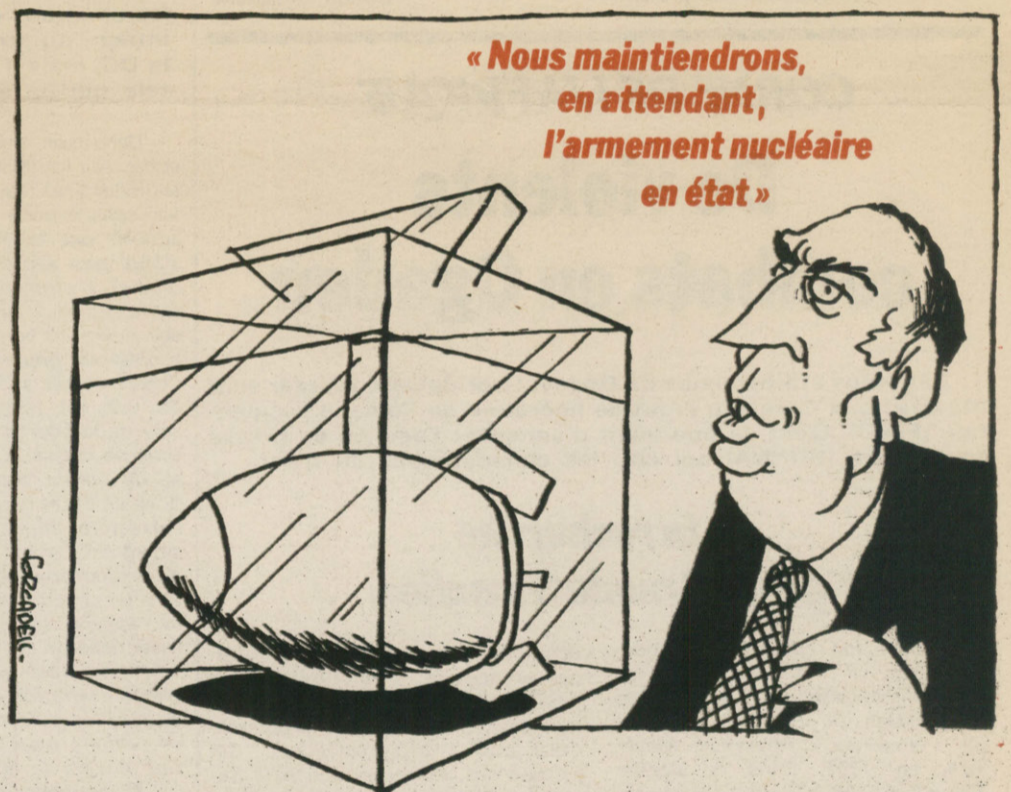
Il ne suffit pas d'être d'accord pour actualiser, encore faut-il s'entendre sur le contenu de cette actualisation. En ce qui concerne la défense nationale et particulièrement l'arme nucléaire, le PC et le PS sont loin d'avoir accordé leurs violons.

Certes, depuis 1972, la vie a beaucoup changé, comme on disait naguère au PC. Les directions des deux partis reconnaissent à présent le « fait nucléaire français ». Ces évolutions ne sont pas allées sans poser des problèmes ; au sein du PC comme du PS, se sont manifestées des oppositions aux nouvelles analyses officielles.

Le revirement du PC et du PS doit naturellement être interprété à la lumière des perspectives d'accession de l'Union de la gauche au gouvernement. Les questions de l'indépendance nationale et de la liberté d'action d'un gouvernement de gauche face à l'impérialisme viennent naturellement au premier plan des préoccupations du PC et du PS. L'un et l'autre s'accordent sur un point essentiel : dans ces conditions nouvelles, la défense du pays doit être l'affaire de l'armée bourgeoise et de son arsenal.

Il reste que le désaccord est profond entre les deux partis sur des questions essentielles : le PC propose une « stratégie de dissuasion au sens strict », maintient la notion gaulliste de « stratégie tous azimuts », insiste sur le fait que la force de frappe française doit être dotée d'un système de détection « purement français », ce qui n'est pas le cas actuellement ; c'est, en effet, au niveau de ces systèmes de détection et d'alarme que la liaison entre la force de frappe française et l'OTAN est la plus patente. Enfin, le PC propose d'abandonner la stratégie anticipée et d'utiliser, éventuellement, l'arme nucléaire contre les forces militaires de l'ennemi elles-mêmes.

Le PS, quant à lui, refuse la référence à cette notion de



« stratégie tous azimuts » craignant qu'elle ne s'inscrive dans une perspective neutraliste. Il insiste sur le fait que la France doit maintenir ses alliances actuelles. Ce qui revient à reprendre, en partie, les analyses officielles qui, depuis de Gaulle, ont sans cesse été infléchies dans le sens d'une plus grande intégration aux forces de l'OTAN. Les débats entre les proches collaborateurs de Mitterrand et le CERES tournent précisément autour de cette question : jusqu'à quel point l'emploi de la force de frappe française au service de l'indépendance nationale est-il compatible avec une « coopération » européenne à ce niveau ?

Malgré ces divergences profondes, les deux positions ont un point commun : l'incohérence. Ni l'une ni l'autre ne peuvent expliquer de façon convaincante pourquoi les 30 Mt que représente la puissance nucléaire française

constituent un seuil de dissuasion minimum face aux 50 000 Mt des USA et de l'URSS. Restent les impératifs politiques : l'arme nucléaire française est la clé de voûte

du credo de la hiérarchie militaire. Qui veut gérer l'Etat bourgeois sans se mettre à dos la caste militaire doit, en France, se prononcer pour la force de frappe stratégique.

MALVILLE : jour J moins 4

Lire page 4

AFRIQUE DU SUD Grève générale scolaire à Soweto

Une grève générale a éclaté, lundi, dans les établissements scolaires des cités africaines situées autour de Pretoria. Plusieurs milliers d'élèves et 20 établissements sont touchés par cette grève. La grève a été déclenchée pour protester contre le système d'éducation bantoue et obtenir la démission des Africains collaborationnistes membres des conseils d'administration des lycées.

POLOGNE

Libération de tous les prisonniers politiques

Il n'y a plus aujourd'hui de prisonniers politiques en Pologne. Les cinq ouvriers d'Ursus et de Radom qui étaient toujours détenus à la suite des grèves de juin 1976 ont été remis en liberté conditionnelle. Et les neuf intellectuels membres et sympathisants du KOR, emprisonnés depuis la mi-mai à la suite de la manifestation étudiante de Cracovie, ont été relâchés, toutes les poursuites contre eux étant annulées. Cette amnistie, qui intervient pour la fête nationale polonaise, n'est pas un geste de libéralisme de la part des autorités, mais elle est l'expression d'un rapport de forces.

Si l'équipe Gierek a choisi de détendre ainsi l'atmosphère, c'est qu'elle a réussi à s'aliéner la majeure partie de la population, dans une situation où la crise économique-politique est loin d'avoir été résolue. Gierek a en effet réussi le tour de force de perdre le capital de confiance acquis dans la classe ouvrière lorsqu'il était revenu sur les mesures catastrophiques de son prédécesseur Gomulka, provoquant les émeutes de 1970-1971.

Cinq années après, et malgré une sensible augmentation du niveau de vie des travailleurs, il était acculé à commettre la même erreur que celle qui coûta son poste à Gomulka. L'Eglise, deuxième force politique du pays, jusque là très respectueuse vis-à-vis du pouvoir, s'en désolidarisa et prenait nettement position en faveur des ouvriers réprimés. Enfin, une opposition, démolisée par son échec de 1968 et coupée de la classe ouvrière, reprenait une vigueur nouvelle agissant au grand jour en solidarité avec les travailleurs.

En libérant ainsi les intellectuels du KOR et les derniers ouvriers em-

prisonnés, la bureaucratie a certes voulu éviter un grand procès politique à la rentrée, dont les conséquences sur le climat social actuel auraient été imprévisibles. Gierek a certes voulu couper l'herbe sous les pieds du KOR, rendant une grande partie de son activité caduque. Mais, on murmure déjà qu'un projet d'emprunt national serait lancé pour faire face aux difficultés économiques. Ses modalités ne sont pas connues, mais il pourrait s'agir d'une retenue forcée sur le salaire, à l'image de ce qui s'était fait en URSS dans les années cinquante, auquel cas les réactions ouvrières pourraient être très dures. S'agit-il donc d'une opération d'assainissement d'atmosphère préparant un nouveau coup dur porté au niveau de vie populaire ?

Il serait pourtant étonnant que l'opposition s'efface après ce qui, pour elle, constitue une véritable victoire. Les prochaines semaines devraient voir renaître l'activité du KOR pour que se tienne une véritable commission d'enquête parlementaire sur les événements de juin 1976.

Sacha Blumkine

CORNE DE L'AFRIQUE

De violents combats en Ogaden

Les villes éthiopiennes de Godey, Gabridahare, Warder sont tombées aux mains du Front de libération de Somalie occidentale (FLSO). C'est ce que vient d'annoncer l'agence de presse somalienne (SONNA) qui cite les communiqués du front.

A la recherche de la «Grande Somalie»

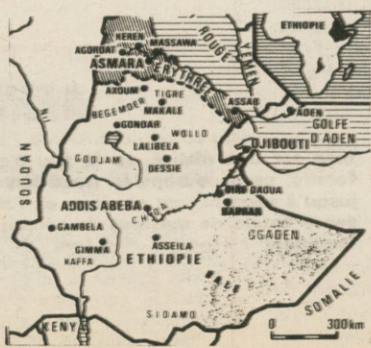
Depuis son accession à l'indépendance, en 1960, la Somalie n'a cessé de revendiquer à l'Ethiopie la rétrocession de l'Ogaden annexée par l'empereur d'Abyssinie, Ménélik II, en 1897. Dans ce conflit, Mogadiscio se prévaut des traités ratifiés à la fin du XIX^e siècle par les chefs des tribus somalis avec les puissances européennes conformément à leur dépeçage de l'Afrique. C'est ce projet de reconstitution de la grande Somalie historique qui est à l'origine des combats actuels se déroulant en Ogaden à l'initiative du FLSO.

Ce front, soutenu par le régime de Siad Barre, fort de cinq à huit mille hommes fortement armés, a déjà conquis huit villes entre septembre et mai, détruit six bataillons éthiopiens (3 500 hommes) et 18 transports de troupe. Début juillet, plus de mille soldats éthiopiens trouvaient la mort dans des combats sauvages qui permettaient au front d'encercler Harrar, siège de la 3^e division éthiopienne. Quelques jours plus tard, 3 000 parachutistes arrivaient en renfort d'Addis Abeba pour tenter de dégager le chemin de fer Addis-Djibouti, débouché important pour la capitale.

Actuellement, Dire-Daoua, nœud ferroviaire essentiel, est bombardé par le FLSO et les sources concor-

dent pour dire que 60 % de l'Ogaden est sous son contrôle. De guerre larvée, on est passée aujourd'hui à une guerre ouverte très problématique pour l'Union soviétique. Car jusqu'à ces dernières années, la Somalie fut l'alliée privilégiée de Moscou. Mais récemment, celle-ci s'est trouvée un régime « frère » dans celui d'Addis Abeba. L'Union soviétique a bien avancé l'idée d'une fédération socialiste somalo-éthiopienne, mais en pure perte. De nombreux indices laissent même à penser que Mogadiscio prendrait quelque distance à l'égard du Kremlin. Dans ce projet diplomatique soviétique, il y a comme la recherche de la quadrature du cercle.

Frank Tenaille



Le compromis historique et la publicité à Rome : « Dites-le à Zaccagnini, dites-le à Andreotti, dites-le Berlinguer. Bulova Accutron n'augmente pas ses prix. » (Photo Pol Gornek)

ITALIE

Après l'adoption de l'accord entre les six partis de l'arc constitutionnel DE L'ACCORD A L'ATTAQUE

« La Chambre approuve », proclamait Pietro Ingrao, président communiste de la Chambre des députés italienne, après l'adoption de l'accord programmatique entre les six partis de l'arc constitutionnel. La formule de l'abstention inaugurée après les élections du 20 juin 1976 est améliorée : le PCI n'est pas intégré au gouvernement, selon les vœux et la politique de la DC, mais il est coresponsable d'une action gouvernementale qui lui échappera.

Dans son éditorial, *le Corriere della sera* (quotidien de la bourgeoisie milanaise) résumait ce qui était à son sens le point central de l'accord adopté par le Parlement : « Il ne s'agit pas seulement d'un accord officiel. L'atmosphère est différente entre les deux partis... On assiste à des positions communes face à des problèmes importants, tel celui de l'ordre public » (17 juillet). Ce point de vue est largement partagé au sein de la bourgeoisie, qui, avec son sens de classe, a saisi que la défense de l'ordre public et des institutions de l'Etat bourgeois représentait l'armature de cet accord. Le président du Conseil Andreotti, au nom d'un gouvernement, qu'aujourd'hui tout un chacun vénère, exalta ce qui lui apparaissait comme la valeur essentielle de cet accord : « Il faut à tout prix créer un climat de conscience exaltation de la non-violence, du respect réciproque, de l'hommage profond pour la loi, de la dévotion envers le devoir. »

Si la dénonciation du « terrorisme » facilite l'opération, il faut bien voir qu'il s'agit ici du respect, de la dévotion et de l'hommage à rendre à la propriété privée et à l'autorité patronale ! Bien que Zaccagnini, lui, déclare, froidement que « la formule selon laquelle les préjugés anticommunistes seraient tombés, est une formule pleine d'ambiguïtés », Berlinguer ne cesse de valoriser l'accord sous cet angle. Après avoir regretté que ne soit pas formé un gouvernement de coalition DC-PSI-PCI, le secrétaire du PCI a tenu à affirmer que le pacte n'avait « rien d'incompatible avec les positions de principe et programmatiques que le PCI soutient depuis longtemps ».

Evidemment un naïf pourrait lui demander pourquoi la DC a accepté le programme des communistes ! Tout simplement parce que ces derniers ont repris en charge les propositions de la DC et des monopoles : maintenir l'ordre public et réduire le coût du travail.

Si le contenu de l'accord exprime directement la capitulation la

plus plate du PCI, il faut néanmoins préciser quel est le cadre social et politique qui a poussé la DC à engager cette opération. Au lendemain du 20 juin, les rapports de forces entre classes et leur expression sur le plan parlementaire rendaient impossible la stabilisation d'un gouvernement démocrate-chrétien sans l'appui du PCI. Le besoin impératif de la bourgeoisie reste de regagner le terrain perdu depuis 1969. Pour ce faire, elle devait impliquer plus directement le PCI dans son action, sans lui faire pour autant de concessions majeures. Sur ce plan, le projet bourgeois est pleinement réussi.

Alors que, avant les dernières élections, la Démocratie chrétienne était déchirée, que des forces centrifuges s'exerçaient en son sein et au sein même de la bourgeoisie, la capacité d'initiative du gouvernement Andreotti a permis de réunifier les rangs du parti et de ressouder le front bourgeois derrière un projet commun. Les objections avancées par Fanfani (porte-parole de l'aile droite de la DC) ou Agnelli (patron de la Fiat) ne visent qu'à bien mettre en relief les limites nécessaires d'une telle orientation. Sur la substance, il y a unanimité. Si la crise de direction politique de la bourgeoisie italienne n'est pas résolue, des pas significatifs ont été faits dans cette direction. La façon dont la presse française a présenté la visite d'Andreotti à Giscard est révélatrice à cet égard.

La Démocratie chrétienne a su mettre à profit le répit accordé par le PCI pour renforcer son organisation et consolider ses liens avec des couches moyennes vacillantes. Dans la jeunesse, elle a lancé une vaste campagne idéologique et organisationnelle avec le mouvement religieux Communion et Libération ; de même, elle a su faire du vote contre l'avortement le point de ralliement de toutes les forces conservatrices. De plus, elle montre la plus grande sensibilité aux besoins de sa base clientélaire. Le lendemain même de la signature de l'accord avec le PCI,

elle votait avec les fascistes au Sénat pour abroger une loi sur le blocage de catégories de loyers, satisfaisant ainsi les petits propriétaires. De même, afin de garder le contrôle sur les fonds gigantesques des caisses d'assurance-maladie, elle tente de limiter la loi qui en donne la gestion aux institutions régionales, souvent contrôlées par la gauche. Comme pour lui faciliter la tâche, le PCI et le PSI ont accepté de repousser les élections administratives de novembre qui auraient pu être l'occasion de polarisations contradictoires avec l'accord.

De l'accord à l'attaque

L'équipe Andreotti-Zaccagnini-Moro a donc marqué des points. Cependant, pour la bourgeoisie, tout ce projet est conditionné par la réalisation de deux objectifs clés : réduire les coûts salariaux pour relancer le profit et contrôler la force de travail dans l'entreprise et à l'extérieur. Or, sur ce terrain, c'est à la force des travailleurs dans l'entreprise qu'elle se heurtera. La capacité de résistance est encore grande. L'attaque devra donc être proportionnelle et la riposte est dès lors possible. En juillet, l'accord est adopté au Parlement, le sera-t-il en septembre dans les entreprises ?

La fragilité de cet accord réside précisément dans la discordance entre l'équilibre instauré à la Chambre sous l'initiative retrouvée de la DC et celui qui règne dans les usines. La concrétisation du programme implique non seulement le renforcement de l'attaque contre les salaires, mais la rationalisation de branches entières : chimie, acier, textile, construction. L'emploi s'en ressentira, d'autant plus au Sud où la situation de l'emploi est explosive. Les éditorialistes de l'Unità et du *Corriere della sera* sont conscients des dangers.

Néanmoins, il faut souligner que des ripostes ouvrières partielles ou des mobilisations de couches sociales qui restent isolées (jeunes chômeurs, étudiants) ne peuvent à elles seules ébranler l'échafaudage mis en place par le PCI et la DC. Aujourd'hui, pour empêcher une inversion de tendance, il est nécessaire, que, sur un fond de luttes défensives, se combinent l'émergence d'une opposition syndicale et la maturation d'une alternative politique d'ensemble. Ce n'est pas le moins difficile.

A. L. et G. P.

La Gazette de Malville



RASSEMBLEMENT REACTIONNAIRE ? RASSEMBLEMENT POUR RIEN ?

Les camarades de l'OCI font connaître, par l'intermédiaire d'une tribune libre (dont nous publions des extraits), une grande vérité : le mouvement écologiste aujourd'hui n'est pas prolétarien. Nous nous étonnons que la conclusion tirée dans cette tribune soit que ce mouvement est, de ce fait même, réactionnaire. Le mouvement étudiant aussi, petit-bourgeois dans bien de ses composantes, serait-il réactionnaire ? L'OCI ne sait-elle pas

distinguer entre la tendance d'un mouvement social et les médiations politiques et organisationnelles qu'il se donne ? Il est vrai qu'elle précise, dans l'introduction à cette tribune que « le propos des écologistes dissimule, derrière des préoccupations légitimes, une marchandise politique parfaitement réactionnaire. » Mais un paratonnerre n'a jamais tenu lieu d'analyse...

Comment l'OCI peut-elle, par ailleurs, entériner sans broncher

l'assertion bourgeoise selon laquelle la consommation d'énergie doit doubler tous les dix ans ?

Marx (voulait-il faire tourner la roue de l'histoire à l'envers ?) écrivait en 1867 : « Dans l'agriculture moderne, comme dans l'industrie urbaine, la croissance de la productivité et de la quantité de travail mis en œuvre se fait au prix de la destruction de vastes espaces et de l'usure de la force de travail par la maladie... Plus un pays initie son développement à partir de l'industrie moderne, comme les Etats-Unis par exemple, plus ce processus de destruction est rapide (...). »

Sans doute, le mouvement écologiste est-il tenté, à cause essentiellement des désillusions que provoque en son sein l'attitude de l'Union de la gauche, par un repli apolitique refusant de se situer dans la lutte des classes. En cas de fermeture d'une usine polluante, par exemple, les écologistes peuvent s'opposer aux travailleurs en lutte pour le maintien de leur emploi ; mais des luttes unissant défenseurs de l'environnement et travailleurs de l'entreprise sont possibles comme on l'a vu à propos de l'amiante.

Quant au problème de la science, sans épuiser ici ce débat difficile,

nous pouvons dire que ce n'est pas une attitude antiscientifique et obscurantiste que de constater :

a) Que d'ores et déjà, des déchets nucléaires ayant plusieurs milliers de d'années de vie existent et que cela pose un problème à une échelle historique inédite que ni le pétrole ni le charbon, pourtant sources de pollutions et de maladies professionnelles justement dénoncées dans *Informations ouvrières*, n'ont posé. On peut souligner d'ailleurs l'obscurantisme de la bourgeoisie qui se débarasse de ce problème par un « après moi le déluge » d'une classe sociale qui n'a pas d'avenir historique.

b) Que la recherche scientifique et technologique est engagée par la logique du profit sur une voie extrêmement rigide et unilatérale, celle du nucléaire, énergie fossile, donc limitée, et n'a aucun moyen de se déployer dans le domaine de l'énergie solaire, illimitée.

En ce qui concerne le rassemblement de Malville, nous pensons, contrairement aux CCA, que la prise du site serait une aventure « militaire ». En admettant même que des militants puissent investir le site (ce avec quoi nous sommes en désaccord), l'occupation ne peut se stabiliser assez longtemps pour être

autre chose qu'un coup de main. Elle n'aurait rien à voir avec une occupation prolongée, tissant un réseau de solidarités dans la population locale et au-delà, comme à Whyll.

Sommes-nous pour autant réduits au pique-nique ? En aucune manière : nous devons faire du 30 et 31 un tremplin pour définir de nouveaux objectifs et non décider de façon démobilisatrice comme les CCA : « Malville risque de n'être qu'une cérémonie sans portée. » Parmi ces objectifs, on peut discuter, par exemple, l'éventualité d'un travail de longue haleine auprès des ouvriers du chantier. Une telle initiative européenne, en direction d'un centre décisionnel comme la NERSA, une coordination nationale des comités antinucléaires, comme le proposent les CCA, l'organisation d'une consultation populaire dans la région, comme le demandent les élus locaux ; une organisation beaucoup plus précise et vaste de la campagne d'autoréduction des factures EDF de 15%, etc.

Marquer un rapport de forces, repartir avec des perspectives précises débattues démocratiquement, ce n'est en rien comme le prétendent les CCA « abaisser les objectifs ».

M. Verdi



L'extrême gauche et la manifestation de Malville

Tribune des CCA

« Le rassemblement, les 30 et 31 juillet à Malville contre le surrégénérateur, risque de n'être qu'une cérémonie sans portée. Il peut même conduire à une retombée du mouvement contre le programme électronucléaire. »

« Dans les dernières années, le mouvement de protestation contre ce programme s'est progressivement développé. Sous l'impulsion de militants écologistes, et plus rarement des organisations politiques, il s'est opposé à l'EDF, notamment en occupant les sites prévus pour les centrales ou les ouvrages secondaires. (...) »

« Mais, à Nogent-sur-Seine, il y a quelques semaines, les organisateurs ont innové, ils ont délibérément transformé la manifestation annoncée en pique-nique familial à plusieurs kilomètres du site. Les mêmes prétendent maintenant rééditer à Malville. Bien heureusement, une résistance se fait jour. Car, personne ne peut expliquer en quoi un tel recul permettrait un élargissement. Qui va se mobiliser pour un pique-nique, placé de surcroît sous la menace des CRS ? (...) »

Et puis, il y a l'absurdité. Quel intérêt y a-t-il à se rassembler en pleine campagne, si on ne peut atteindre le site ? En ville, à Lyon ou à Genève, une manifestation aurait plus d'efficacité.

Comme nous ne croyons pas que les dirigeants de la CFDT, du PSU et des Amis de la Terre parisiens soit ignorants, nous pensons qu'ils ont bien conscience de l'enjeu réel. Et d'ailleurs, le PSU l'exprime presque sans dissimulation : « Oui, nous pouvons porter un coup décisif au programme du surrégénérateur en prenant Malville », mais pas le 31 juillet ! Nous prendrons Malville parce que la mobilisation populaire se sera encore amplifiée d'ici à mars 1978 ; parce que la droite y sera battue (et sans cela nous serions défaits) : parce que la gauche devra compter avec nous. »

« Cette politique, qui se veut réaliste, n'est que défaitiste. Or, ce langage peut-être tenu pour n'importe quelle revendication aujourd'hui. (...) »

Il est malheureusement inéluctable maintenant que la direction du PSU fasse de nouveaux pas opportunistes. Il est déjà plus difficile de comprendre le « crétinisme parlementaire électoraliste » qui frappe le groupe parisien des Amis de la Terre.

Mais que va faire dans ces eaux la LCR, comment son quotidien peut-il soutenir que le mouvement va s'élargir en réduisant ses objectifs, en écartant toute éventualité d'affrontement avec les CRS ?

Au contraire, le mouvement contre le programme électronucléaire peut se développer s'il se refuse à entrer dans des spéculations électoralistes, même à l'égard de l'Union de la gauche. Cela réclame que d'abord les comités électronucléaires construisent une coordination nationale, afin de ne pas laisser les initiatives entre les mains d'organisations soutenant l'Union de la gauche et a fortiori les partis du programme électronucléaire, c'est-à-dire les partis bourgeois. Cela ne signifie nullement qu'il faille ignorer les syndicats et les partis se réclamant du socialisme. Une partie croissante de leur base militante est sensible aux critiques de la politique de l'Union de la gauche. Ils doivent en tenir compte.

Une coordination nationale antinucléaire devrait inviter les syndicats, partis et organisations opposés au gouvernement de l'électronucléaire.

Le rassemblement de Malville ne sera pas ce qu'il aurait pu être. Mais il serait utile, s'il était l'occasion de préparer une rencontre nationale des comités et la mise en place d'une coordination nationale. Une telle coordination rendrait possible :

- un moratoire sur les constructions de centrales ;
- un débat dans les entreprises et les municipalités à la hauteur de l'enjeu de l'électronucléaire ;
- un plan de recherche intensif sur les énergies alternatives.

Le 18 juillet 1977, Michel Fiant
Communiqué CCA

Lutte ouvrière

« Le 13 juillet dernier, par la voix de Michel Rolant, la CFDT annonçait qu'elle n'appellerait pas à la manifestation. Parmi les motifs invoqués : la crainte que des débordements ou surtout des provocations policières n'entraînent des affrontements violents... »

« Mais la vraie raison politique était ailleurs. Dans la perspective de l'arrivée de l'Union de la gauche au gouvernement, la CFDT, par responsabilité, tenait à se démarquer de positions trop tranchées sur le problème. (...) »

« La CGT qui, elle, se fait fort de dénoncer le choix du tout-nucléaire, n'en déclare pas moins qu'il faut poursuivre la réalisation de l'équipement électronucléaire, comme

l'ont affirmé ces jours-ci ses dirigeants. Et de préciser qu'ils ont à leur programme le développement des surrégénérateurs... Les choses sont de plus en plus nettes : la gauche parlementaire, PCF et PS, dans le sillage desquels les grandes confédérations syndicales se placent, malgré les vives critiques qu'elle adresse en la matière au gouvernement pour des raisons essentiellement électoralistes, est favorable à la poursuite du programme d'implantation de centrales nucléaires actuellement en chantier (...). »

« Bien que la gauche se soit désolidarisée d'eux, ceux qui iront, les 30 et 31 juillet, à Malville, pour dire leur inquiétude ont raison. »

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

« Dans un pays comme la France, sous peine de voir radicalement remises en cause les conditions matérielles d'existence, il faut, dans les dix ans, doubler la consommation d'énergie électrique. Un tel taux de croissance exige impérieusement une diversification des ressources énergétiques (...) seule l'utilisation de l'énergie nucléaire permet de faire face à cet accroissement. (...) »

« Les adversaires du nucléaire admettent comme normale l'utilisation de combustibles comme le charbon, le fuel ou... les ordures ménagères. Or, contrairement à ce qu'ils avancent, l'utilisation de ces divers combustibles est infiniment plus dangereuse et plus polluante que l'utilisation du nucléaire. Il nous semble indispensable que la production d'énergie d'origine nucléaire échappe au secteur privé et soit maintenue au secteur nationa-

lisé où les règles de sécurité sont finalement mieux observées. »

« (...) Par les thèmes qu'ils développent, les antinucléaires et autres écologistes fournissent un alibi au système capitaliste incapable de maintenir le développement des forces productives. Avec les campagnes, les actions qu'ils organisent, ils proposent un substitut au processus de la lutte des classes qui demeure, ne leur en déplaise, le véritable moteur de l'histoire. Ce faisant, ils ne peuvent faire autre chose que de nous proposer de tenter de « faire tourner la roue de l'histoire à l'envers », ce qui les condamne, en dépit des falsifications ou des quaquillages dont ils usent à finalement apparaître pour ce qu'ils sont véritablement : des réactionnaires ! »

« L'Ouest syndicaliste » cité par « Informations ouvrières »

Communiqué de l'OCT

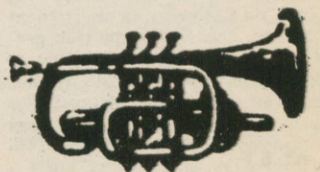
« Une violente campagne est lancée, depuis quelque temps, contre le rassemblement de Malville des 30 et 31. Le pouvoir multiplie menaces et manœuvres d'intimidations. »

« Du côté de la gauche respectueuse, on organise l'isolement systématique des manifestants. La direction confédérale de la CFDT n'appuie pas l'initiative, la direction de la CGT la dénonce, le PS se refuse à y appeler. »

« Les discours écolo-électoraux se sont envolés, il reste la froide détermination productiviste d'une Union de la gauche qui s'apprête à gérer le régime et à reprendre à son compte ses principaux projets. »

« L'OCT rappelle son soutien total au rassemblement de Malville pour l'arrêt immédiat de la construction de toutes les centrales, contre le programme électronucléaire, qu'il s'agisse de programme du gouvernement actuel ou de celui d'un futur gouvernement de gauche. »

Communiqué de l'OCT



Paris XIV^e

Réunion d'information de ceux qui partent à Malville le mardi 26, à 20 h 30, au cinéma Entrepôt, à l'appel de la LCR, du PSU et de l'OCT.

Les clients du Crédit lyonnais dans le brouillard

HUIT MILLIONS DE CHEQUES BLOQUES

Hier, les syndiqués CFDT du Crédit lyonnais tenaient une conférence de presse pour expliquer dans quel cadre se déroulera, aujourd'hui, la rencontre avec la direction. « La balle est dans le camp de la direction », affirment les grévistes. « Le conflit a coûté plus cher que nos revendications », expliquent-ils. Ce sont près de huit millions de chè-

ques qui sont bloqués ainsi que 5 000 cartes bleues, sans compter celles qui doivent être renouvelées, et si 80% des chèques sont payés (ceux d'un montant inférieur à 1 500 F), les comptes ne sont pas tenus à jour et les clients « sont dans le brouillard ».

Depuis vingt-cinq jours des services informatiques du Crédit lyonnais sont en grève; partis de revendications générales, les grévistes sont rapidement arrivés à défendre des revendications catégorielles, entre autres, la modification de leur statut. Il s'agit pour eux de la dernière chance, de la dernière grande lutte des centres de tri informatique (CTI). La direction met en effet sur pied un plan de restructuration qui peut être compris en partie comme un plan antigreve. C'est le NPI: le nouveau plan informatique.

Mais le problème des informaticiens est leur isolement relatif dans l'ensemble du personnel du Crédit lyonnais. D'abord un isolement numérique (400 sur 46 000 sur l'ensemble du territoire), ensuite, isolement politique. Car, tenant un secteur clé dans la banque, ils ont réussi, jusqu'à présent, à faire céder la direction sur leurs propres revendications sans tellement se soucier du reste du personnel. Ils ne participaient que très peu au mouvement d'ensemble de la profession. Pour le reste du personnel, entre autres le personnel d'agences, il « s'agit de

leur grève ». Aussi, n'y a-t-il que peu de chance de voir une extension du mouvement.

Il s'agit là d'un problème auquel se trouve confrontée toute une série de professions où, occupant hier des postes clés dans la production, s'est développée une « aristocratie » que le patronat a contrée en mettant en place des structures de remplacement (tel le NPI) qui rendent une

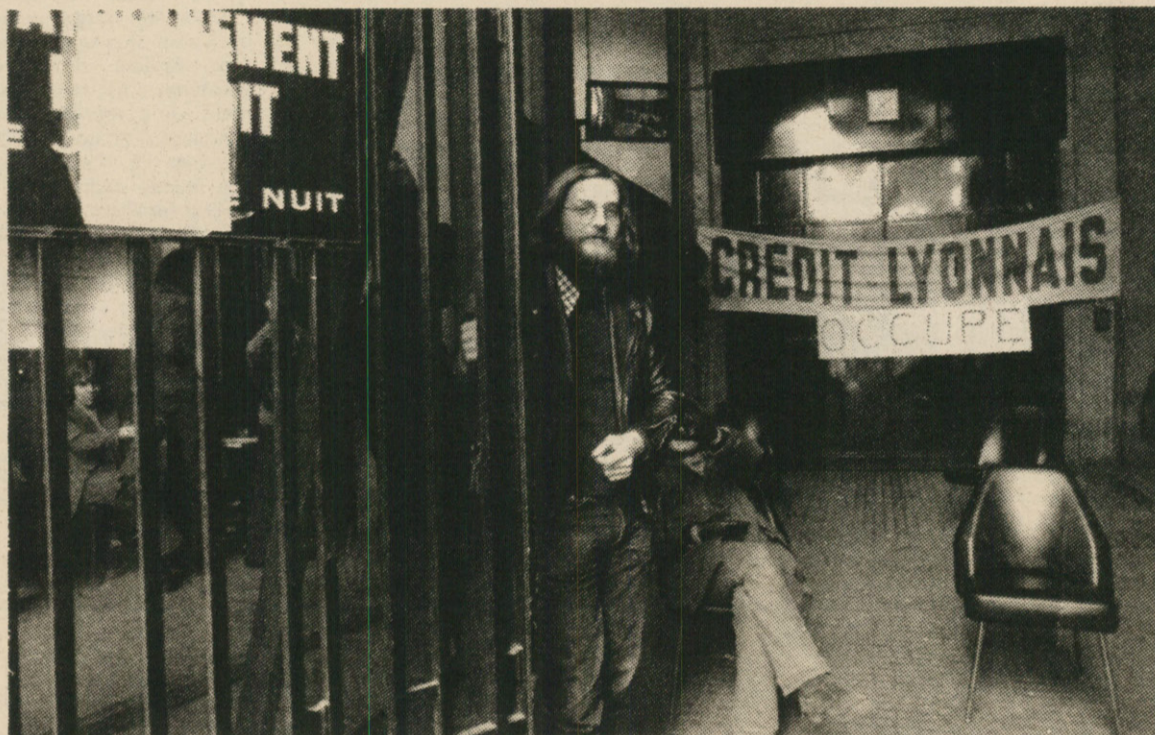
grève beaucoup moins critique pour lui dans ce secteur.

Ces professions seront donc amenées à se poser plus qu'avant les problèmes de popularisation du soutien et de l'extension ainsi que de la centralisation.

Pour ce qui est de la lutte des informaticiens du Crédit lyonnais, après la « déclaration de guerre de la direction », envoyée dans les centres de province, qui annonce la sus-

pension de toute négociation, les syndicats doivent rencontrer la direction ce matin. Si celle-ci accepte de ne faire aucune retenue de salaire (paiement intégral des jours de grève sans récupération) et si elle s'engage à négocier, en septembre, sur les salaires et les statuts, il est possible que le travail reprenne ce soir ou demain.

B. Targui



L'occupation du siège du Crédit lyonnais en 1974 (Gamma).

Contre les annonces racistes à l'ANPE

Une procédure d'expulsion a été entreprise à l'encontre de Ben Dhiaf, travailleur tunisien au chômage s'étant insurgé contre les offres d'emploi à caractère raciste. Pour lutter contre cette expulsion, qui montre une fois de plus, à qui en doutait encore, pour qui est faite la justice française, le comité de soutien à Ben Dhiaf appelle aujourd'hui, mardi 26 juillet, à partir de 18 h, à une rassemblement place Saint-André, à Grenoble.

La Quinzaine

L'autobiographie de Maurice Girodias.
Le Brésil de Gilles Lapouge.
La Storia, d'Elsa Maranne.
Histoires d'autres, de Georges Balandier.
Un entretien avec Mitsou Rouat à propos de Chomsky.
Misère au théâtre, par Gilles Sandier.
La triste tradition de l'écrivain en Afrique du Sud, par Nadine Cordiner.

N° 260

Adam Michnik (en prison) présente trois poèmes de Stalinas Baranczak (solidaire du comité de défense des ouvriers en Pologne).
Les mémoires de Lev Kopelev : après la guerre patriotique, les camps, les prisons.
Les Chemins du merveilleux : un itinéraire à travers les écrivains russes, d'A.M. Ripellino, par Georges Nivat.
Un entretien avec Edgar Morin, par Marcel Péju.
Fin de l'interview de Nadine Cordiner sur les écrivains en Afrique du Sud.

Le 1^{er} et le 15 de chaque mois. Dans tous les kiosques.
Le n° 6 F.
2 ans 240 F 302 F
1 an 132 F 175 F
6 mois 72 F 95 F

CCP 15.551.53 Paris, 43, rue du Temple, Paris 75004.

AUM-Decazeville

Bientôt la fermeture?

200 travailleurs de l'AUMD (Aciéries et usines métallurgiques de Decazeville) sont venus à Paris, vendredi, pour attirer l'attention sur le sort fait à leur entreprise. A Decazeville, déjà en 1962, la fermeture des mines avait provoqué la perte de 4500 emplois. Tout le monde se souvient encore de la « grande grève », premier signe du réveil de la classe ouvrière contre les attaques du pouvoir gaulliste. Aujourd'hui, dans le bassin, c'est le changement dans la continuité.

Partout dans la sidérurgie les

patrons restructurent pour accroître leurs profits immédiats (Rouge du 25 juillet). A l'AUMD, Decazeville, depuis 9 mois, les travailleurs mènent la lutte contre de nouveaux licenciements faisant suite aux 150 déjà prononcés. Le projet du patronat est clair : démanteler l'usine, supprimer les secteurs non « rentables » dans l'immédiat, la mécano-soudure par exemple.

La fermeture de l'AUMD serait pour le bassin de Decazeville l'équivalent d'une catastrophe. En effet, des boîtes de sous-traitance seraient amenées à mettre la clef

sous la porte. Cela signifie pour des milliers de travailleurs l'exil vers des régions plus favorisées par les plans du patronat. Vivre et travailler au pays : un mot d'ordre que l'on entend de plus en plus dans le Sud.

Gageons que si Fourcade, de passage dans le sud, n'hésite pas à apporter son soutien aux catastrophes naturelles, il oubliera les victimes de la politique du pouvoir. Un « oubli » que la fédération de la métallurgie CGT voulait réparer en tenant une conférence de presse avec ceux de Decazeville.

Les inscriptions en faculté se terminent

LA LONGUE MARCHÉ DES ETUDIANTS PARISIENS

A Jussieu, les refus de dossiers continuent. Une matinée passée à la chaîne d'inscription donne l'ambiance. Un étudiant rentré du Sénégal hier ne peut même plus retirer un dossier. Une étudiante dépose son dossier dûment rempli le 7 juillet. On le lui renvoie le 20, pour raison de contingentement. Pendant ce temps, à Jussieu comme ailleurs, les listes se ferment une à une.

En sciences de la nature et de la vie, tout est bouclé. Pour la psychologie, il reste Vincennes. Mais, même cette dernière s'est mise à l'heure du contrôle. Les demandes d'inscription pour les étudiants salariés étaient d'habitude acceptées sans trop de problème. Ceci en dépit de la procédure qui exige des pièces et certificats attestant de trois années d'activité salariale. Maintenant, tous les dossiers sont épluchés. Ceux qui ne sont pas complets sont renvoyés.

Quant à l'inscription des étudiants étrangers, il semble que ce soit directement la préfecture qui se charge d'évacuer les indésirables.

On ne compte plus les étrangers venus s'inscrire à Vincennes à qui l'on refuse l'autorisation de séjour, faute de ne pas offrir les garanties suffisantes ! On en retrouve beaucoup qui tentent leur chance à Jussieu en espérant bénéficier ainsi d'une meilleure image de marque.

Un vague service de renseignements est supposé se mettre en place, aiguillant les non-inscrits vers les facultés pouvant les recevoir. Tout ça en application du décret de désertorisation qui devait bien faire semblant de remédier à la bousculade. Le service en question indique aux étudiants les universités où ils peuvent encore s'inscrire dans la

discipline choisie. Quand on sait ce qu'est un trajet entre Jussieu et Orsay par le métro, et on calcule ça sans les contrôles de flics, on s'aperçoit vite qu'il ne faut pas autant de temps à un président d'université pour clore une liste.

Certains pourront toujours se « consoler » en lisant dans le Guide de l'étudiant de Paris VII : « Le diplôme universitaire est plutôt un label d'appartenance à une classe culturelle. Il atteste que son titulaire n'est ni un marginal, ni un exclu. L'université fonctionne comme un instrument de sélection sociale qui aide notre société à se reproduire. » A bon entendeur, salut...

J. Golpe

LIP

Un week-end bien chargé

Les amis étaient nombreux, ce week-end, à avoir répondu à l'appel des Lip pour venir renforcer la garde. Il faut dire que cela n'avait rien de désagréable. Le temps était beau, le vin frais et les acacias sentaient bon. On a mis ces deux jours à profit pour renforcer le système de défense qui avait été mis au point.

On a planté au marteau-piqueur des barres de fer de gros diamètre enfoncées jusqu'à plus d'un mètre dans le sol, du béton a été coulé, des barrages de pneus ont été dressés. L'essence pour les enflammer a été stockée.

Besançon, de notre correspondant.

Une lettre a été envoyée afin d'alerter tous ceux qui peuvent soutenir Lip. En particulier aux partis politiques. Sur le plan local, il y a eu plusieurs rencontres et un système d'alerte a été mis en place pour que les militants puissent venir nombreux en cas de déménagement des machines. Hier, le maire de Besançon est venu à l'assemblée générale.

Communiqué

LES LIP A PARIS

« Une délégation des travailleurs de Lip sera à Paris, mardi 26 et mercredi 27 juillet 1977.

« La venue de cette délégation est organisée sous la responsabilité de l'Union départementale CFDT de Paris. Ce sera l'occasion pour de nombreuses entreprises parisiennes d'organiser des ventes de montres.

« Un point de vente permanent se tiendra les mardi 26 et mercredi 27 juillet, de 10 h à 18 h, au siège de l'Union départementale CFDT de Paris, 67, rue de Dunkerque, Paris IX^e.

« L'Union départementale CFDT de Paris tient à apporter par cette action un soutien réel et concret aux travailleurs de Lip. Ces deux jours de popularisation permettront ainsi d'accentuer l'élan de solidarité capable de faire barrage aux provocations policières dont sont l'objet les travailleurs de Lip. »

UD CFDT de Paris.

Ses déclarations ont insisté sur « l'illégalité » de la situation actuelle des Lip vendant des montres : « Vous devez en accepter les conséquences et, si possible, dans le calme. La justice a sa logique. Certains diront qu'elle est bourgeoise, mais c'est la justice actuelle. »

Puis, il a déclaré : « Votre béton et vos barricades me font un peu penser à la ligne Maginot. Vous ne pourrez pas rester éternellement le dos au mur. Il est urgent d'envisager des solutions originales, positives, constructives. Ne vous bercez pas d'illusions en ce qui concerne la victoire de la gauche, ne croyez pas que dès 1978, nous aurons réglé le problème de l'horlogerie française. »

Enfin, le maire de Besançon lançait un appel au « réalisme » : « Nous aurons une économie à gérer et à équilibrer. » Comme on le voit, une puissante leçon de stratégie. Mais qui oubliai qu'après la percée de la ligne Maginot, certains se lancèrent dans une résistance... bien illégale. Ah, les leçons de l'histoire !



LE PETIT HOMME ET LA MER

Le petit homme se divertit d'un héroïsme de pacotille. Enormes sont, ainsi, son plaisir et son sérieux lorsqu'il se cuirasse dans sa combinaison « peau de requin », se harnache de sa ceinture de plomb (6 kg !), attache le poignard à sa cheville droite, crache solennellement dans son masque et le nettoie à l'eau de mer, vérifie son tuba, mouille ses palmes avant de les enfile, attache son accroche-poisson, empoigne le fusil-harpon non chargé et se laisse glisser dans l'eau, aussi silencieusement que possible.

Le cœur qui bat

Le petit homme, donc, joue à se faire peur et s'exalte en la surmontant, cette peur. Le choc de l'eau fraîche le glace, mais il ne s'ébroue pas, le bon chasseur opère sans bruit. L'effraction dans le milieu aquatique ne va jamais sans pincement au cœur. Passage d'une planète à l'autre. Chaque fois, réapprendre : une nouvelle vision, une nouvelle locomotion, un nouveau toucher, une nouvelle respiration. Les abîmes qu'il surplombe, les failles, les éboulis, les champs d'algues, les reliefs, formes étranges, les ombres et les lumières, les couleurs insolites, la faune entrevue ou supposée l'effraient et l'attirent, une certaine ivresse, avant même le premier « canard ».

Le moindre contact avec un rocher, la caresse d'une algue le font tressaillir. Il arme le fusil, la crosse sur le sternum, les biceps bandés, et progresse, le harpon en avant, le coup de palme discret. Les rares parties de son corps que ne recouvre pas le caoutchouc lui semblent terriblement vulnérables. La prochaine fois, il fera comme les chasseurs expérimentés, il mettra des gants et des chaussettes.

Il cherche son souffle, inspire, expire, lentement, profondément. Des gouttes perlent dans son masque. Une mèche de cheveux s'est glissée sous le caoutchouc. Il faut se mettre sur le dos, s'accroupir dans l'eau, vider le masque, le réajuster en relevant les cheveux. Un effort suffisant pour faire battre le cœur.

C'est la guerre

L'oeil est aux aguets, mais la peur, le caractère insolite du milieu, l'enjeu de la chasse nourrissent le fantasme : cette ombre, là-bas, un rocher, un mérou ? Et cette lueur, un peu plus loin ? Une faille à quatre ou cinq mètres de fond, c'est l'invitation au plongeon, à la descente. Le « canard » mal amorcé, le petit homme pédale hors de l'eau, à perdre souffle. C'est raté, il recommence. Les premiers coups de palme sont les plus durs. A deux ou trois mètres, il faut décompresser, équilibrer les pressions en se pinçant le nez. Le nez au ras de la faille, il scrute : rien. Remontée lente, pour ne pas se faire mal aux oreilles. L'eau recrachée du tuba, en geyser.

Dix fois, vingt fois, le petit homme recommence le « canard », de faille en éboulis. Au détour d'un rocher, face à face avec un jeune mérou ou un cortège de mulets. La flèche s'abîme sur le rocher. Cliquetis métallique, tout différent de ceux que l'on perçoit à l'air libre. Il faut récupérer la flèche, une chance si elle n'est pas coincée, démêler le fil, respirer, réarmer. Le petit homme fatigue déjà, mais la bataille est engagée. Après les premiers loupés, une énergie nouvelle, un vague instinct de vengeance. Il s'acharne, va voir plus profond, se met à l'affût derrière un rocher, rate

che, une chance si elle n'est pas coincée, démêler le fil, respirer, réarmer. Le petit homme fatigue déjà, mais la bataille est engagée. Après les premiers loupés, une énergie nouvelle, un vague instinct de vengeance. Il s'acharne, va voir plus profond, se met à l'affût derrière un rocher, rate

Un jeu qui coûte cher

Si, toute honte bue, vous persistez à jouer à ce jeu barbare, sachez qu'il vous en coûtera un brin : de 60 à 200 F pour un fusil-harpon, de 40 à 70 F pour un poignard, pour de bonnes palmes, c'est dans les mêmes eaux (très drôle). N'oubliez pas le masque (modèle marine nationale), le tuba. Si vous vous lancez dans la combinaison et la ceinture de plomb, ne comptez pas vous en tirer à moins de 700-1000 F. S'il vous faut un bateau, faites un examen de conscience, et versez plutôt votre fric à la souscription.

un bar, remonte, et c'est sa chance : par sept ou huit mètres de fond, dans une tac e de lumière, à l'orée d'une faille, un mérou de trois ou quatre kilogrammes, immobile, la gueule énorme. Le petit homme connaît la technique : descendre sans bruit, sans geste, du simple poids de la ceinture de plomb, le bras tendu. Le mérou est curieux. Cet objet insolite qui s'approche, immobile, le fascine. Huit mètres, sans gestes, sans coup de palme, c'est long. Mais plutôt crever que lâcher une telle proie ! Le petit homme tient, tient, l'animal n'a pas bougé, un mètre, cinquante centimètres, quarante, le coup part, ajusté au jugé. Dans le mille ! Transpercé de part en part, le poisson se débat avec une énergie terrible. Mais il n'a pas eu le temps de s'enrocher. Le petit homme remonte, tenant la flèche par l'autre bout, la joie au cœur.

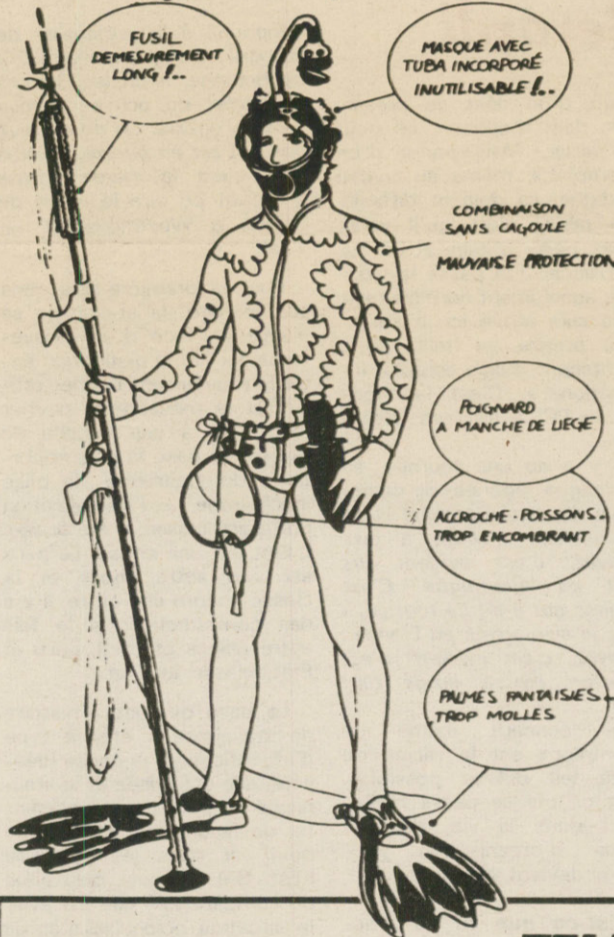
L'orgasme de l'index

Qui osera rendre compte du plaisir barbare de cette décharge, de cet orgasme par flèche interposée dont le triomphe se célèbre dans le sang du poisson qui jaillit en nuée ? Le petit homme rayonne et se fait photographier sur la plage avec sa proie. Sous le soleil de midi, le poisson mort dégage une odeur douceâtre, écoeurante. Le petit homme n'en mangera pas, ça le dégoute déjà.

Le petit homme va faire la sieste avec ses vieux, très vieux fantasmes.

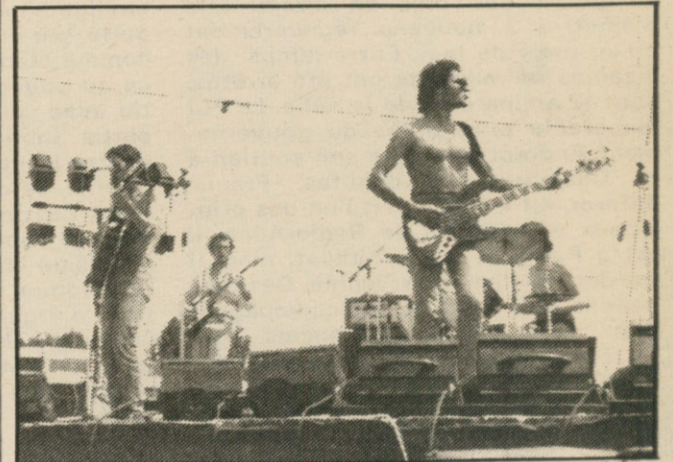


JAMAIS ÇA ?



On apprend à chanter, dit l'autre, avec les loups...

Festival de Canteloup 28/31 juillet



« Soho » est pour beaucoup dans Canteloup.

Un monsieur bien sympathique avait un château qu'il avait pu se payer un jour qu'il avait des sous. Ce château, il décida d'en faire autre chose.

Ce monsieur s'y connaissait en sémiologie, c'était son gagne-pain même.

Hep, là ! Vous qui fuyez, restez un moment encore qu'on vous cause de cette sémiologie-là. Elle ne se pratique pas dans des grimoires ni des sorbonnes, c'est une sémiologie plutôt dure et bruyante. Cette année, elle s'appelle Rock'n Roll et autres musiques plus ou moins associées.

Au château de Canteloup est donc né, outre cette princesse, le Centre de sémiologie et d'action culturelle. Ce CSAC accueille le festival de Canteloup. Canteloup, c'est le château, il se trouve à Argences, à 25 km de Caen.

Des musiciens, des théâtres, le monsieur du château ont décidé de prendre eux-même en charge l'organisation de festival et de cogner un grand coup sur la figure hideuse du vedettariat. Ils ne prennent pas le public pour un ramassis de crétins vivant sur une autre planète et bons à raquer. Ils font quatre jours de couics, de couacs, de ceci et de cela, de musique et de théâtre et de bœufs en tout genre pour trente balles, ce qui n'est pas cher et possible quand on veut bien s'autogérer et renvoyer à leurs grands fonds les requins poissonneux. Ça casse les prix, ça. Raymond Barre est l'invité d'honneur du festival de Canteloup, mais, rassurez-vous, il n'y mettra pas les pieds. Il ne sait pas se les prendre.

Ces gens de Canteloup, ce sont M. Jean Crocq qui porte mal son nom et est l'hôte des lieux, et puis « Soho », « Camisole », « NAC », « Papa Speed », « Diesel », « Mama Lou's », « Archexenon », « Urban Sax », « Alligators », « Lard free », « Phil le Dieu » qui ne dort pas sur ses claviers, « Herbe rouge » qui pousse partout où il y a de la mauvaise graine, « Youpy », « Letellier », le « Théâtre d'en face », le « Théâtre Renaissance », le « Théâtre de l'immédiat ». Du monde quoi.

On vous présentera ce monde plus en détail les jours qui viennent et leur projet. En attendant, sachez que les billets attendront le public autogéré aux librairies Alternative et Parallèle, aux halles.

Hasta Pronto.

M.C.

TELEVISION mardi 26 juillet

TF 1

- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.45 Peter Voss, le voleur de millions
- 16.45 Pour les jeunes
- 18.15 Le grand saut périlleux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Candide caméra
- 20.00 Journal
- 20.30 Au delà de l'horizon
La deuxième émission d'Alain Bombaré nous emmène, ce soir, à la découverte du véritable Robinson Crusoe.
- 21.35 Paris-show : Julio Iglesias
- 22.30 Préface
- 23.15 Journal

A 2

- 15.00 Opéra sauvage
- 15.55 Aujourd'hui madame
- 17.40 Le monde enchanté d'Isabelle
- 18.10 Vacances animées

- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 20.00 Journal
- 20.30 Dossiers de l'écran

Surcouf, le tigre des sept mers
Aventures pirato-sentimentalo-mélodramatiques, le film espagnol de Bergonzelli a autant à voir avec Surcouf que Roger Gicquel avec les communistes de l'aérospatiale, c'est-à-dire rien.

- 23.30 Journal

FR 3

- 19.40 Pour la jeunesse
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Le Greco
Film franco-italien de Luciano Salce, avec Mel Ferrer. Où l'on apprend que le Greco s'appelait de son vrai nom, Domenico Theotokopoulos, c'est déjà quelque chose, mais si vous croyez apprendre un tant soit peu la vie du Greco, vous vous foutez autant le doigt dans l'oeil que Roger Gicquel apprenant à piloter le Concorde grâce aux communistes de l'aérospatiale.
- 22.00 Journal

A.B.

C'EST UN « COMLOT » CONTRE LA DEMOCRATIE !

Mars 1977. Les manifestations étudiantes tournent à l'émeute. Bologne est mise en état de siège. Le PCI, qui n'avait pas eu un mot après l'assassinat, par les flics, de l'étudiant de Lotta Continua, Francesco Lorusso, se mobilise pour la défense de la « démocratie » qui serait menacée par un « complot ». Radio-Alice, la radio libre de Bologne, est fermée le 12 mars et réalise à cette occasion une de ses meilleures émissions : l'irruption des flics en direct. Elle n'émettra à nouveau régulièrement qu'au mois de mai. Entre-temps, des dizaines de militants ont été arrêtés, dont 12 animateurs de la radio. Le PCI élabore le programme du gouvernement Andreotti et vote son soutien à la Chambre des députés. Franco Berardi, dit « Bifo », est l'un des principaux animateurs de Radio-Alice. Il est à Paris, ce jeudi 7 juillet, mais il est déjà en liberté surveillée. Des flics italiens le pistent et ils accompagnent les policiers français qui l'arrêtent vers 13 h. Il y a un mandat d'arrêt international. Le juge Catellani, zélé défenseur de la thèse paranoïaque du « complot », est venu spécialement de Bologne. Mais l'affaire, évidemment trop politique, même le gouvernement français et Francesco est mis en liberté provisoire, en attendant que la chambre d'accusation statue sur la demande d'ex-

tradition, en principe aujourd'hui. L'interview a été réalisée à la mi-juillet, au plus fort de la polémique déclenchée par l'appel des intellectuels français contre la répression en Italie. Nous avons déjà écrit quelles sont nos divergences avec cet appel, dans lequel par contre Franco Berardi se reconnaît. La description qu'il fait de la répression infirme à notre sens les visions trop rapides qui voient le Goulag partout. L'appel était ambigu à ce sujet. Dépouillée d'ambiguïté, par contre, est l'analyse du PCI comme élément de la nouvelle alliance au pouvoir, celle de sa bureaucratie avec celle de l'Etat. Et contre les partis institutionnels, dont le PCI, contre le mouvement ouvrier institutionnel, se dresse le nouveau mouvement ouvrier, le vrai, le non compromis, en rupture avec l'ancien.

Vision idéaliste qui cherche à faire l'économie d'une politique en direction d'organisations qui gardent la confiance de la majorité des travailleurs et n'évite pas un isolement politique face auquel la répression est forte.

La partie de l'interview, publiée aujourd'hui, parle de la répression, du « complot ». Demain, la seconde partie expliquera un peu en détail l'expérience de Radio-Alice.

David Freiman



Première phase du « complot », les comploteurs se font assassiner ! L'enterrement de Francesco Lorusso, militant de Lotta continua, abattu par les flics, en mars, à Bologne (photo Gamma).

Interview de Franco Berardi

● On pourrait d'abord revenir sur les circonstances de ton arrestation à Paris ?

— Il faut dire que l'arrestation a été faite par des flics français, accompagnés par des flics italiens qui m'avaient reconnu. Ils avaient intercepté un coup de téléphone entre Bologne et Paris et ils m'ont attendu dans la maison où j'allais déjeuner. C'est le juge italien qui a demandé que je sois arrêté par les policiers de la section du banditisme. C'est là qu'ils m'ont amené. Et puis, quand ils ont parlé avec le juge et qu'ils ont vu le mandat d'arrêt, ils ont dit non. C'est une question qui relève de la sixième section. C'est la section politique. Il y a eu une discussion avec le juge italien qui a dit : « Non, non, ce n'est pas une question politique, il faut que vous le gardiez. » Alors, on a décidé que je restais là en garde à vue, vingt-quatre heures, dans la section du banditisme.

Dans les interrogatoires, il était surtout question d'un enlèvement. Le juge prétendait que je suis l'auteur de l'enlèvement de Spisso, du 15 au 18 juin (cet enlèvement, inventé de toute pièce par les flics italiens a servi de prétexte dans la chasse aux militants de Radio-Alice. (Voir Rouge du lundi 11 juillet.)

Finalement, le juge m'a dit : « Peut-être que vous n'avez rien à voir dans cette histoire, mais je veux vous interroger dessus quand-même, parce que vous connaissez peut-être quelque chose. » C'est intéressant, parce que le fait de parler d'un enlèvement rend plus facile pour la justice italienne d'obtenir l'extradition.

● Tu avais déjà été arrêté en Italie, l'année dernière, à cause de ta présence au micro de Radio-Alice.

— J'ai été arrêté en 1976, après le commencement des émissions de Radio-Alice. La rédaction de RA a lié mon arrestation au rôle que RA a joué dans la situation politique

de Bologne. Mais les policiers m'ont accusé de participation aux Brigades rouges. Ils ont trouvé mon nom sur l'agenda d'un camarade de Turin, accusé d'être membre des Brigades rouges. Alors, ils se sont dit qu'il y a une liaison entre Turin et Bologne et que je suis cette liaison. Ma position sur les Brigades rouges est une position de critique politique. Je pense que ces camarades appartiennent au mouvement ouvrier. La plupart sont ouvriers d'usine. J'ai le maximum de respect pour leur ligne politique, leur pratique de vie et de lutte. Mais je pense que la question de la lutte armée n'est pas posée de façon correcte par les Brigades rouges. Ils la posent de façon extérieure à la croissance réelle du mouvement de masse. Alors qu'il faut la poser comme un mode d'expression du mouvement de masse, en aucun cas comme une organisation extérieure. J'ai soutenu cette double position : respect et critique, devant les policiers.

Après un mois, j'ai été libéré. Puis, après la révolte de mars à Bologne, la presse a commencé à parler de Radio-Alice comme l'organisateur de la révolte. Ils ont aussi parlé de A Traverso, la revue où je suis rédacteur, comme de la revue qui a organisé au niveau international toute la révolte.

A ce moment, j'ai pensé qu'il serait mieux que je ne retourne pas en prison. C'est évident. Et effectivement, je me suis caché pour quelque temps en Italie. Puis, quand les arrestations sont devenues plus importantes, en mai, après l'arrestation de Bertani, l'éditeur de Verone et l'inculpation de plusieurs camarades à Bologne, quand l'Etat, le PCI, la presse bourgeoise ont commencé à parler de « complot » comme forme d'organisation du mouvement, j'ai pensé alors que la question devenait vraiment sérieuse. Le concept même de « complot » devenait pour le juge, les policiers, le moyen de ne pas m'accuser de ce que j'avais effectivement dit ou écrit. S'il

s'agit d'un délit de presse, d'un délit d'opinion, on peut en parler. Mais parler d'un « complot », même au niveau juridique, ça devient difficile. J'ai pensé alors qu'il valait mieux partir d'Italie et j'ai fui en France. J'ai passé la frontière absolument normalement et je suis arrivé ici, à Paris.

La presse, en Italie, parle maintenant d'un « complot international ». C'est la thèse que le PCI a toujours défendue.

Il y a eu une tournée, en Allemagne fédérale, de camarades de Lotta Continua et de Radio-Alice. L'Unita a dit : « Voyez, c'est évident, ils vont en Allemagne. C'est Strauss qui a dirigé tout ça. » Moi, je suis arrêté en France : « Voyez, c'est évident, c'est Guattari qui a dirigé tout ça... »

Le concept même de « complot » est la racine de toutes les délirances possibles. Tout ce qui se passe réellement dans la vie, dans la forme d'organisation politique, devient une preuve.

● Est-ce que tu es d'accord avec la comparaison qui a été faite entre Bologne et Prague ?

— Il faut faire une distinction, c'est évident. Nous avons fait un tract après la fermeture de Radio-Alice qui disait : « Bologne comme Prague ». C'était une réaction qui n'était pas absolument correcte aux plans théorique et politique, mais qui était juste comme dénonciation de l'attitude stalinienne du PCI pendant le mois de mars.

● Le PCI a décidé la fermeture de Radio-Alice ?

— C'est le PCI qui a commencé à dire, une semaine avant la fermeture, que RA est responsable de tout ce qui se passe à Bologne, que RA incite les gens à tuer les policiers... La préparation de la fermeture a été organisée par le PCI. La fermeture même a été décidée par Cossiga, le ministre de l'Intérieur, qui a

téléphoné à la préfecture de Bologne. Zangheri, maire PCI de Bologne, a dit le 13 mars au préfet de police : « Vous êtes en guerre. On ne critique pas qui est en guerre. » Selon moi, c'est la même phrase qu'aurait pu dire le maire de Saïgon à Westmoreland, en 1968.

Pour la première fois dans son histoire, le stalinisme se trouve en face d'un mouvement qui fait la distinction entre le mouvement ouvrier officiel et le mouvement ouvrier réel. Cela à une échelle de masse. La base la plus importante du stalinisme, sa base idéologique, l'identification Etat-parti-classe, a été brisée. L'Etat est une chose. Le parti est une autre chose et la classe encore une autre. Il y a des contradictions à la fois entre classe et parti, parti et Etat, classe et Etat.

La base de toute l'histoire de stalinisme a été ce type d'identification, je pense idéaliste, elle est brisée et le stalinisme ne peut pas se présenter de façon comparable à ce qu'il est dans les pays de l'Est. S'il y a une possibilité de comparaison, elle est avec la situation polonaise d'après 1970. La Pologne a été le premier pays dans lequel le mouvement a brisé cette identification. Cela explique l'alliance entre intellectuels, étudiants et ouvriers qui est une fait sans précédent dans l'histoire des pays de l'Est.

● Gouverner l'Emilie, ce n'est pas gouverner l'Italie. Voter Andreotti, concevoir son programme, non plus. La différence est non seulement dans les Etats qui sont différents, dans le cas de la Pologne, Etat bureaucratique entièrement contrôlé par les stalinien alors que le PCI soutient un Etat bourgeois, mais aussi dans les politiques suivies. Bologne est aussi une base de lutte, une base d'apprentissage de la démocratie. On ne peut même identifier ce qui se passe à Bologne à ce qui se passe à Milan ou Turin. Pour les travailleurs et pour nous, cela compte.

— Alors, il faut voir ce qu'est la situation à Bologne. L'embauche est contrôlée par le PCI. Les emplois publics sont partagés entre les partis : PCI majoritaire, Démocratie chrétienne minoritaires socialistes minoritaires... Dans les coopératives, tu sais que l'Emilie-Romagne a un réseau de coopérative de travail, c'est la même chose.

La répression la plus forte, ces derniers mois, a eu lieu à la mairie de Bologne et à celle de Casalecchio, une petite ville à côté. Des camarades employés ont été arrêtés. Ils avaient été embauchés dans les années passées et sont devenus révolutionnaires. C'est le cas de Brunetti, Ferrini, Amaroli qui était flic urbain, expulsé de son emploi, puis arrêté par la police. Il avait d'abord été expulsé du PCI car il avait la carte. Tu peux comprendre un peu de quel type de contrôle sur la force de travail dans le secteur public il s'agit.

Il faut parler aussi du contrôle dans les usines. Le réseau industriel de Bologne est constitué surtout de petites entreprises. Il y a peu de grandes usines. Dans ces petites entreprises, le contrôle est directement fait par un rapport très étroit entre le PCI et les coopératives qui jouent un rôle directement productif et, de l'autre côté, les petits patrons qui sont généralement du PCI.

Prenez le cas de ce qui s'est passé dans une entreprise moyenne de 500 ouvriers, Meranini, une usine de la métallurgie de Bologne où il y a un comité autonome composé de camarades de Lotta Continua, du PC m-I italien et d'Autonomie ouvrière. Un camarade du comité a été élu au conseil d'usine par tous les ouvriers. Il a participé aux manifestations organisées par Lotta Continua et le comité autonome. Il a été vu par les bureaucrates du syndicat. Ils l'ont expulsé du syndicat et du conseil de l'usine. Alors, les ouvriers ont dit : « Non, nous l'avons élu. » On a fait une grande assemblée dans laquelle il était majoritaire. Le syndicat a dit que ça ne comptait pas parce que les

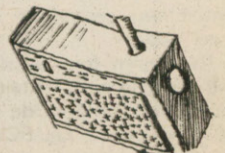
ouvriers élus au conseil d'usine doivent être inscrits aussi au syndicat. Et il n'est plus au syndicat depuis qu'on l'a expulsé. A Milan, c'est encore plus fou. Des ouvriers ont été expulsés par le syndicat du conseil de l'usine, puis licenciés par le patron. A Bologne, on n'en est pas là ; mais c'est possible qu'on y arrive.

Le contrôle du parti n'est pas directement le contrôle de l'Etat, mais il y a une liaison policière entre Etat et parti, entre patrons et parti, qui est une division des rôles. Le parti fait la délation, provoque l'isolement de l'ouvrier révolutionnaire, puis la police ou le patron vont jouer leur rôle.

● Le 26 juillet, la chambre d'accusation doit statuer sur la demande d'extradition présentée par le gouvernement italien.

— Evidemment, je ne sais pas ce que le gouvernement et la magistrature française veulent faire. Mais je pense qu'il est devenu évident, non seulement que la poursuite contre moi a un caractère politique, mais aussi que les poursuites contre le mouvement en Italie sont également de caractère politique.

Deux possibilités : la première est que soit fait le choix tout à fait politique de dire oui à la criminalisation de l'opposition en Italie, de dire oui au compromis historique comme forme de jonction entre la Démocratie chrétienne et le PCI pour réprimer le mouvement révolutionnaire. La deuxième possibilité est de reconnaître que même le droit bourgeois ne prévoit pas l'extradition pour motif politique.



Demain : la deuxième partie de cette interview. Il y sera question de « Radio-Alice ». Son histoire, ses débats...